ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 12 avril 1950, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté du Régent "rendant le statut des agents de l'Etat applicable aux ouvriers civils de la Défense nationale", a donné en sa séance du 5 juin 1950 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 12e April 1950 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van "Regentsbesluit houdende toepassing van het statuut van het Rijkspersoneel op de burgerlijke werklieden van Landsverdediging", heeft ter zitting van 5 Juni 1950 het volgend advies gegeven :

En vertu de l'arrêté royal du 26 août 1939 approuvant le statut du personnel ouvrier salarié des établissements et services de l'armée, les ouvriers civils du Ministère de la Défense nationale étaient soumis à un statut spécial dérogeant aux dispositions de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat. Ils devaient signer un "contrat de travail" constatant leur adhésion aux conditions de ce statut spécial.

Le statut des agents de l'Etat a cependant été appliqué en fait à ces ouvriers depuis le 1er janvier 1948, malgré l'existence du statut spécial qui les concernait. Le projet d'arrêté du Régent soumis au Conseil d'Etat a pour objet de consacrer la situation créée par cet état de choses, en substituant au statut spécial du 26 août 1939 un statut nouveau fondé sur les dispositions de l'arrêté royal précité du 2 octobre 1937.

Cette substitution d'un statut à l'autre peut être admise pour l'avenir, mais le Conseil d'Etat estime que, pour le passé, l'application du statut nouveau ne peut avoir pour conséquence de porter atteinte à des droits acquis ou de rendre la situation des ouvriers intéressés moins bonne qu'elle ne l'était sous l'empire de l'ancien statut, auquel ils étaient soumis à la date du 1er janvier 1948.

Par contre, les ouvriers civils qui ont été recrutés après le 1er janvier 1948, sous le régime du statut des agents de l'Etat, ne pourront invoquer le statut spécial puisqu'ils n'ont pas adhéré à celui-ci par la signature d'un "contrat de travail".

C'est dans ces conditions que le Conseil d'Etat propose de préciser que la rétroactivité donnée au projet ne pourra porter préjudice aux ouvriers intéressés.

\+

\+ \+

Le projet soulève une difficulté particulière qui résulte de l'application de l'article 3 de la loi du 15 juin 1899 comprenant le titre 1er du Code de procédure pénale militaire.

Aux termes de cet article, "les personnes employées dans un établissement ou dans un service de l'armée peuvent être soumises, en vertu d'un arrêté royal réglementaire, à certaines dispositions des lois pénales militaires précisées dans leur contrat d'engagement".

Faisant application de ce texte, l'article 43 du statut spécial du 26 août 1939 soumettait les ouvriers civils aux lois pénales militaires pour certaines infractions qu'il énumèrait et qui étaient rappelées dans le "contrat de travail" que ces ouvriers devaient signer.

A partir du 1er janvier 1948, il fut fait application du statut des agents de l'Etat aux ouvriers antérieurement soumis au statut spécial et qui avaient, en conséquence, signé le "contrat de travail" susdit.

Quant aux ouvriers recrutés à partir du 1er janvier 1948, ils furent soumis d'emblée au statut des agents de l'Etat et ne durent pas signer de contrat, ce qui a eu pour résultat,en ce qui les concerne, de rendre impossible la mise en oeuvre de l'article 3 de la loi du 15 juin 1899, exigeant que les dispositions pénales militaires fussent précisées dans le "contrat d'engagement".

Pour éviter cette conséquence dans l'avenir, le Conseil d'Etat propose que, par dérogation aux dispositions du statut des agents de l'Etat, les ouvriers civils du Ministère de la Défense nationale qui ne l'auraient pas déjà fait, signeront un contrat d'engagement précisant les infractions pour lesquelles ils seront soumis aux lois pénales militaires.

Quelle incidence le projet proposé ci-après aura-t-il , dès lors, au point de vue de l'application de l'article 3 de la loi du 15 juin 1899,sur la situation des deux catégories d'ouvriers susmentionnées?

Les ouvriers recrutés avant le 1er janvier 1948 avaient signé un contrat qui les soumettait aux lois pénales militaires. Le projet ne leur cause aucun préjudice sur ce point puisqu'il maintient ce régime après le 1er janvier 1948, en manière telle qu'après cette date,comme avant, ces ouvriers se trouveront dans la même situation, sans qu'ils ne doivent signer un nouveau contrat.

Quant aux ouvriers qui ont été recrutés après le 1er janvier 1948,ils n'étaient pas soumis aux lois pénales militaires puisqu'ils n'avaient pas signé de contrat; aucune disposition rétroactive ne pourrait les y soumettre pour le passé.

Le Conseil d'Etat estime toutefois que ces ouvriers peuvent se voir imposer l'obligation de signer le contrat d'engagement qui les soumettra dorénavant aux lois pénales militaires.

Si cette signature était refusée par certains, il appartiendrait à l'autorité compétente de prendre éventuellement à leur égard les mesures autorisées par le statut des agents de l'Etat.

\+

\+ \+

Etant donné que le projet déroge au statut des agents de l'Etat, l'arrêté doit être motivé et délibéré en conseil des ministres, par application de l'article 116 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937.

En outre, l'avis du Comité de consultation syndicale doit être demandé, par application de l'article 35 de l'arrêté du Régent du 11 juillet 1949, modifié par l'arrêté du Régent du 12 octobre 1949.

\+

\+ +

Compte tenu des observations qui précèdent, le Conseil d'Etat propose le texte ci-après :

ARRETE DU REGENT CONCERNANT LE STATUT DES OUVRIERS CIVILS DU MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE.

CHARLES, Prince de Belgique,
Régent du Royaume,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 29 et 66 de la Constitution;

Vu la loi du 15 juin 1899 comprenant le titre 1er du Code de procédure pénale militaire, notamment l'article 3;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat;

Vu l'arrêté royal du 26 août 1939 approuvant le statut du personnel ouvrier salarié des établissements et services de l'armée;

Considérant qu'il y a lieu, dans un but d'unification, d'appliquer les dispositions du statut des agents de l'Etat aux ouvriers civils du Ministère de la Défense nationale, régis par le statut spécial approuvé par l'arrêté royal du 26 août 1939;

Considérant toutefois qu'il importe de rendre applicable à ces ouvriers l'article 3 de la loi du 15 juin 1899 comprenant le titre 1er du Code de procédure pénale militaire;

Vu l'avis du Comité de consultation syndicale;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Défense nationale et de l'avis des ministres qui en ont délibéré en conseil,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

L'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant statut des agents de l'Etat est applicable aux ouvriers civils du Ministère de la Défense nationale faisant partie du personnel de maîtrise, des gens de métier et de service.

Article 2.-

Toutefois, les ouvriers mentionnés à l'article 1er signent un contrat d'engagement qui précise qu'ils sont soumis aux lois pénales militaires et à la juridiction militaire pour les infractions ci-après :

1° la trahison et l'espionnage;

2° la participation à une révolte prévue par le Code pénal militaire;

3° les violences et les outrages envers un supérieur ou envers une sentinelle;

4° le détournement et la soustraction frauduleuse d'objets quelconques affectés au service de l'armée et appartenant soit à l'Etat, soit à des militaires.

Article 3.-

Le présent arrêté sort ses effets le 1er janvier 1948, sans que cette rétroactivité puisse porter préjudice aux ouvriers intéressés.

Article 4.-

Le Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE REGENT :

Le Ministre de la Défense nationale,

Krachtens het koninklijk besluit van 26 Augustus 1939 houdende goedkeuring van het statuut van het loontrekkend werkliedenpersoneel van de inrichtingen en diensten van het leger, waren de burgerlijke werklieden van het Ministerie van Landsverdediging onderworpen aan een speciaal statuut, dat afweek van het bepaalde in het koninklijk besluit van 2 October 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel. Zij moesten een "arbeidsovereenkomst" ondertekenen, waarin werd vastgesteld dat zij de voorwaarden van dat speciaal statuut bijtraden.

In feite echter is op die werklieden sinds 1 Januari 1948 het statuut van het Rijkspersoneel toegepast, niettegenstaande voor hen het speciaal statuut bestond. Het ontwerp van besluit van de Regent dat aan de Raad van State is voorgelegd, heeft als voorwerp de aldus in leven geroepen toestand te bekrachtigen, door een nieuw statuut, gesteund op de bepalingen van voornoemd koninklijk besluit van 2 October 1937, in de plaats te stellen van het speciale statuut van 26 Augustus 1939.

Dat een statuut door een ander wordt vervangen, is aan te nemen voor de toekomst, maar wanneer het om een regeling voor het verleden gaat, is de Raad van State van oordeel dat men door een nieuw statuut toe te passen geen afbreuk aan verkregen rechten mag doen, en dat de toestand van de betrokken werklieden niet slechter mag worden dan onder het stelsel van het vroeger statuut waaraan zij op 1 Januari 1948 onderworpen waren.

Daarentegen kunnen de burgerlijke werklieden, die na 1 Januari 1948 onder het stelsel van het statuut van het Rijkspersoneel werden aangeworven, het speciaal statuut niet inroepen, vermits zij tot dat statuut niet zijn toegetreden door het ondertekenen van een "arbeidsovereenkomst".

Daarom stelt de Raad van State voor, te zeggen dat de terugwerkende kracht die aan het ontwerp is gegeven de betrokken werklieden niet mag benadelen.

\+

\+ \+

Aan het ontwerp is een bijzondere moeilijkheid verbonden ten aanzien van de toepassing van artikel 3 der wet van 15 Juni 1899 houdende titel I van het Wetboek van Strafrechtspleging voor het leger.

Luidens dat artikel kunnen "de personen werkzaam in een gesticht of bij een dienst van het leger ..., krachtens een verordenend koninklijk besluit, onderworpen zijn aan sommige bepalingen van de krijgsstrafwetten, in hun dienstverbintenis nauwkeurig vermeld".

Die tekst vond toepassing in artikel 43 van het speciaal statuut van 26 Augustus 1939, dat de burgerlijke werklieden aan de militaire strafwetten onderwierp voor sommige misdrijven die het opsomde en die voorkwamen in de "arbeidsovereenkomst" door die werklieden te ondertekenen.

Met ingang van 1 Januari 1948 werd het statuut van het Rijkspersoneel toegepast op de werklieden die voordien aan het speciaal statuut onderworpen waren, en die bijgevolg voornoemde "arbeidsovereenkomst" ondertekend hadden.

De werklieden aangeworven sinds 1 Januari 1948 werden dadelijk aan het statuut van het Rijkspersoneel onderworpen en hadden geen overeenkomst te ondertekenen; dientengevolge werd het, althans wat hen betrof, onmogelijk om artikel 3 der wet van 15 Juni 1899 toe te passen, krachtens hetwelk de militaire strafwetten nauwkeurig in hun "dienstverbintenis" moesten vermeld worden.

Om zulke gevolgen in de toekomst te vermijden, stelt de Raad van State voor dat, in afwijking van het statuut van het Rijkspersoneel, de burgerlijke werklieden van het Ministerie van Landsverdediging, die het nog niet zouden gedaan hebben, een dienstverbintenis ondertekenen, waarin vermeld zijn de misdrijven waarvoor de militaire strafwetten op hen toepasselijk zijn.

.../...

Welke terugslag, uit het oogpunt van de toepassing van artikel 3 der wet van 15 Juni 1899, zal het hierna voorgesteld ontwerp dan hebben op de toestand van bovenvermelde twee categorieën van werklieden?

De werklieden aangeworven vóór 1 Januari 1948 hadden een overeenkomst ondertekend die hen aan de militaire strafwetten onderwierp. Het ontwerp is hun ten deze geenszins nadelig, vermits het dat regime na 1 Januari 1948 op zodanige wijze in stand houdt, dat genoemde werklieden na die datum in dezelfde toestand blijven als voordien, zonder een nieuwe overeenkomst te moeten ondertekenen.

De werklieden aangeworven na 1 Januari 1948 waren niet aan de militaire strafwetten onderworpen vermits zij geen overeenkomst ondertekend hadden; zij zouden er krachtens geen enkele terugwerkende bepaling kunnen aan onderworpen worden voor het verleden.

De Raad van State is nochtans van oordeel dat aan die werklieden de verplichting kan worden opgelegd om de dienstverbintenis, die hen voortaan aan de militaire strafwetten zal onderwerpen, te ondertekenen.

Indien sommigen hun handtekening weigeren, zou het zaak van de bevoegde overheid zijn om, bij voorkomend geval, zodanige maatregelen tegenover hen te treffen als geoorloofd krachtens het statuut van het Rijkspersoneel.

\+

\+ \+

Daar het ontwerp afwijkt van het statuut van het Rijkspersoneel, moet het besluit, bij toepassing van artikel 116 van het koninklijk besluit van 2 October 1937, met redenen omkleed en in de Ministerraad overlegd zijn.

.../...

Bovendien moet, bij toepassing van artikel 35 van het besluit van de Regent van 11 Juli 1949, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 12 October 1949, het advies van de syndicale raad van advies worden ingewonnen.

\+

\+ \+

Rekening houdend met die opmerkingen, stelt de Raad van State de volgende tekst voor :

BESLUIT VAN DE REGENT BETREFFENDE HET STATUUT VAN DE BURGERLIJKE WERKLIEDEN VAN HET MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING.

KAREL, Prins van België,
Regent van het Koninkrijk,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de artikelen 29 en 66 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 15 Juni 1899 houdende titel I van het Wetboek van Strafrechtspleging voor het leger, namelijk op artikel 3;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 October 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 Augustus 1939 houdende goedkeuring van het statuut van het loontrekkend werkliedenpersoneel van de inrichtingen en diensten van het leger;

Overwegende dat de bepalingen van het statuut van het Rijkspersoneel, met het oog op de eenmaking, dienen toegepast te worden op de burgerlijke werklieden van het Ministerie van Landsverdediging die onderworpen zijn aan het speciaal statuut goedgekeurd bij het koninklijk besluit van 26 Augustus 1939;

Overwegende echter dat het van belang is, artikel 3 van de wet van 15 Juni 1899 houdende titel I van het Wetboek van Strafrechtspleging voor het leger, op die werklieden toepasselijk te maken;

/

Gelet op het advies van de syndicale raad van advies;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Landsverdediging en op het advies van de in Raad vergaderde ministers,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Artikel 1.-

Het koninklijk besluit van 2 October 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel is van toepassing op de burgerlijke werklieden van het Ministerie van Landsverdediging die tot het meesters-, vak- en dienstpersoneel behoren.

Artikel 2.-

Evenwel ondertekenen de in artikel 1 genoemde werklieden een dienstverbintenis, die bepaalt dat zij aan de militaire strafwetten en aan de militaire rechtsmacht onderworpen zijn voor de volgende misdrijven :

1° verraad en bespieding;
2° deelneming aan muiterij, zoals bepaald in het Militair Strafwetboek;
3° gewelddaden en beledigingen jegens een meerdere of een schildwacht;
4° ontvreemding en bedrieglijke wegneming van om het even welke voorwerpen bestemd voor de dienst van het leger en behorend hetzij aan het leger, hetzij aan militairen.

Artikel 3.-

Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 Januari 1948, zonder dat deze terugwerking nadelig voor de betrokken werklieden mag zijn.

Artikel 4.-

De Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , .

VANWEGE DE REGENT :

De Minister van Landsverdediging,

Etaient présents :

Messieurs : J. SUETENS, président du Conseil d'Etat, président

V. DEVAUX, conseillers d'Etat
M. SOMERHAUSEN,

E. VAN DIEVOET, assesseurs de la section de législation
G. DOR,

G. PIQUET, greffier adjoint, greffier

Waren aanwezig :

De Heren : voorzitter van de Raad van State, voorzitter

raadsheren van State

bijzitters van de afdeling wetgeving

adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister

de la Défense nationale.
van Landsverdediging.

Le 1950.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De 1950.

De Griffier van de Raad van State,

K. MEES.